

Chili

Mouvement étudiant et social : quels enseignements ?

Revendication de la gratuité de l'éducation : du laboratoire du néolibéralisme des années 1980 vers le premier acte historique d'une « dé-libéralisation économique » du Chili ? Le modèle actuel universitaire chilien est une mise en garde pour nos universités françaises et européennes. Le mouvement étudiant chilien remet en cause le modèle universitaire inspiré du classement de Shanghai.

José Pinel

Membre du comité directeur de l'association France-Amérique latine

Josua Gräbener

Étudiant et adhérent du comité FAL Lyon-Rhône

De 20 000 à 30 000 euros, tel est le coût d'un cursus universitaire pour un-e étudiant-e au Chili. Il ou elle se retrouve alors endetté-e pour de nombreuses années auprès de groupes d'intérêts privés : les banques mais aussi les actionnaires des établissements universitaires *autonomes* du pays. Parmi les bénéficiaires de ce système très lucratif, l'ancien ministre de l'Éducation, Joaquín Lavín, fondateur et actionnaire d'un établissement privé, l'Université du développement (source : article du *Monde diplomatique*, août 2011). Celui-ci a été récemment remercié par le président chilien Sebastián Piñera : face aux revendications de la rue, sa mission publique de ministre était perçue par une partie de l'opinion « en inadéquation » avec ses intérêts privés. Quant à l'enseignement primaire et secondaire chilien, il est municipalisé ; d'où des disparités énormes entre villes riches et pauvres.

La sélection sociale au profit d'une élite se réalise avec des méthodes de plus en plus autoritaires et rappelle le triste passé du régime barbare et néolibéral de Pinochet. Les violences policières envers les étudiants et les salariés en grève, l'autisme de Piñera et de son gouvernement conservateur, montrent une grande fébrilité de ce pouvoir devenu très impopulaire.

Les étudiants réclament la gratuité du système éducatif. Déjà en 2006 les lycéens chiliens avaient ouvert le bal avec « la revolución de los Pingüinos » : ils

revendiquaient la transformation de la LOCE¹, loi héritée des années de la dictature militaire. Cette mobilisation avait alors bousculé la Présidente de l'époque, Michelle Bachelet, dont le gouvernement social-démocrate ne s'était pas foncièrement attaqué au système marchandisé de l'éducation chilienne.

Le mouvement social chilien est suffisamment développé pour contester le modèle ultralibéral issu de la dictature et viser de réelles transformations en matière d'éducation. Plus globalement, des alliances émergent avec ceux qui se battent pour les salaires et d'autres secteurs de la société. Ce souffle de changement est à l'image de la charismatique étudiante Camila Vallejo², *leader* médiatisé d'un des principaux syndicats étudiants chiliens. Camila Vallejo est devenue aujourd'hui une des principales interlocutrices du mouvement étudiant face au pouvoir du président Piñera.

Comme au Chili, les politiques libérales européennes induisent largement les réformes structurelles et financières (passées ou actuelles) comme les lois de décentralisations, la réforme des collectivités territoriales, la LOLF³, la RGPP⁴, et bien sûr la LRU⁵. La LRU marquant l'autonomie des universités françaises laisse présager un fonctionnement libéral à l'image du Chili actuel. Les étudiants français, européens, devront payer le prix fort s'ils ne défendent pas un système éducatif public, laïque, gratuit, critique et accessible à tous.

Pour bâtir un modèle intégrant les revendications actuelles des étudiants et des travailleurs chiliens, les moyens de financement existent : il suffirait d'une nationalisation complète des mines chiliennes pour démocratiser l'enseignement supérieur. Selon Julián Alcayaga, économiste fondateur du «Comité de defensa del cobre» (Comité de défense du cuivre au Chili), 70% des mines sont exploitées par des entreprises étrangères. Nationalisées, elles rapporteraient plusieurs dizaines de milliards de dollars permettant de financer des programmes sociaux (voir site web⁶).

L'autre aspect est de soutenir les forces progressistes chiliennes qui réclament une assemblée constituante en vue d'abroger l'actuelle constitution mise en place par la dictature en 1980.

D'autres pays latino-américains participent à cet objectif de tendre vers la gratuité de l'éducation, notamment ceux appartenant à l'ALBA⁷. Dans cinq des huit pays de l'ALBA, des programmes éducatifs ont permis l'alphabétisation de 3 643 000 personnes. Dans la région, Cuba constitue une référence pour de nombreux gouvernements de gauche, avec un effort public consacré à l'éducation, permettant à tous et à toutes d'étudier gratuitement. Autre exemple : le Venezuela avec 105 universités dont 67 (63,3%) sont publiques et 38 (36,7%) privées. Treize de ces universités publiques ont été créées durant les onze années du président Chávez, et l'éducation est gratuite à tous les niveaux d'enseignement (primaire, secondaire et enseignement supérieur). En 10 ans, le nombre d'étudiants vénézuéliens est passé de 643 000 à 2 millions. Une des actions de l'année 2010 concerne un Accord de reconnaissance des titres

universitaires dans les pays de l'ALBA. Cet accord, permettant l'homologation de titres universitaires, favorise l'attribution de bourses étudiantes ainsi que des échanges académiques et des travaux éducatifs communs entre pays membres (source: ALBA⁸). C'est une toute autre voie que celle de l'harmonisation à l'européenne.

La crise économique mondiale vient accentuer l'endettement des États et des jeunes au profit de l'oligarchie. Dans un processus d'unité populaire entre étudiants et travailleurs, les Chiliens montrent collectivement que leur épanouissement individuel passe au contraire par la reconstruction d'États déterminés à agir en faveur de l'intérêt général, avec des services publics dignes de ce nom.

Dans un contexte de mondialisation des luttes étudiantes, le thème spécifique de l'éducation mériterait d'initier plus d'échanges entre l'Europe et l'Amérique latine. En vue de créer des convergences entre les idées et revendications de différents mouvements sociaux et politiques, l'organisation d'une rencontre bi-continentale sur l'éducation ne devrait-elle pas être envisagée ?

Poursuivons et développons la solidarité pour le mouvement social chilien. Les 150 000 étudiants qui ont manifesté le 22 septembre dernier à Santiago nous rappellent que par la convergence des luttes face aux mêmes logiques, ici, là-bas, l'internationalisme devient une réalité quotidienne et concrète.

Lyon, le 28 septembre 2011

1. LOCE : Loi organique constitutionnelle de l'enseignement.
2. Camila Vellejo : présidente de la Fédération des étudiants chiliens (FECH, site web : <http://fech.cl/>)
3. LOLF : Loi organique relative aux lois de finances (août 2001).
4. RGPP : Révision générale des politiques publiques (réforme initiée en 2007).
5. LRU : Loi relative aux libertés et responsabilités des universités (juillet-août 2007).
6. Site web : <http://www.defensadelcobre.cl>
7. ALBA : Alliance bolivarienne pour les Amériques ; TCP : Traité de commerce des peuples. ALBA-TCP [*Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América-Tratado de Comercio de los Pueblos*] : démarré officiellement en avril 2005. Pays membres : Venezuela, Cuba, Bolivie, Nicaragua, Dominique, Équateur, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Antigua-et-Barbuda.
8. Source ALBA, site web : <http://www.alianzabolivariana.org>